



CENSURE OU PAS, IMPOSONS D'AUTRES CHOIX !

Le ministre Guillaume Kasbarian et l'intégralité du gouvernement de Michel Barnier ont été censurés par les parlementaires à la suite du déclenchement de l'article 49.3 sur le projet de loi de financement de la Sécurité sociale. Le **projet de loi de finances 2025** qui s'attaquait particulièrement aux droits des fonctionnaires est **pour l'heure suspendu**. Mais le risque de se voir imposer 3 jours de carence et la baisse de l'indemnisation perdure.

Cette censure n'a pas empêché les agents de la fonction publique de se mobiliser fortement ce jeudi **5 décembre**.

Sur tout le territoire, 200 000 agents ont participé à plus de 180 manifestations. Selon le ministère de la Fonction publique près de 19 % des agents étaient en grève. **23 % de gréviste à la DGFIP**, plus de 31 % d'enseignants dont plus de 40 % dans le premier degré (65 % selon la FSU).

Nous, agents publics, devons continuer à porter haut et fort nos revendications pour obtenir les moyens nécessaires à l'exercice de nos missions. Nous exigeons de les exercer dans de bonnes conditions et avec des rémunérations reconnaissant nos qualifications et notre technicité. Il faut arrêter de brutaliser les agents publics !

Nous réaffirmons avec force notre indignation face à l'opprobre qui continue d'être jeté sur l'ensemble des fonctionnaires. Il n'est **plus acceptable que le sens du service public des personnels soit dénigré**. Dès le nouveau gouvernement Macron nommé, la petite musique fantasmant un prétendu absentéisme des agents et agents ne manquera pas d'être rejouée à la

première occasion. Quant à la **GIPA**, ne dépendant pas de la loi de Finances, sa **perte sèche** impactera la rémunération de **26 000 agents de la DGFIP**, majoritairement des cadres C et B.

Les agents de la DGFIP ont déjà payé un lourd tribut avec des restructurations permanentes, des règles de gestion de plus en plus arbitraires et près de 50 000 emplois supprimés de 2002 à 2024. **Ils n'ont pas à endosser les responsabilités des politiques budgétaires désastreuses. Aucune administration n'a été autant matraquée depuis vingt ans.** Les gouvernements successifs n'ont cessé d'alourdir la dette en contraignant les recettes avec des politiques fiscales au bénéfice exclusif des plus aisés. Il est urgent de repenser une fiscalité plus juste, plus progressive et plus redistributive.

Au-delà de la Fonction publique, depuis un an, 286 plans sociaux ont frappé de plein fouet l'industrie et le commerce en France, mettant en péril près de 70 000 emplois directs et des centaines de milliers d'emplois indirects. De leur côté, les fossoyeurs du service public SNCF entendent liquider le fret et entamer la privatisation de SNCF Voyageurs.

Il est temps de faire converger nos luttes. **Imposons d'autres choix au service de l'intérêt général et de la solidarité !**

C'est pourquoi Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques, F.O.-DGFIP, appellent l'ensemble des agents à participer massivement aux manifestations et actions organisées sur tout le territoire le 12 décembre, y compris par la grève !